

Conseil de gouvernement du 26/07/2012

Le Conseil du gouvernement a approuvé, jeudi, le projet de décret n 2-12-132 fixant les conditions d'octroi du statut "contribuable catégorisé".

Lors d'une conférence de presse, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, a affirmé que ce projet, présenté par le ministre de l'Economie et des finances, M. Nizar Baraka, illustre les efforts du gouvernement visant à promouvoir un climat de partenariat et de confiance mutuelle entre l'administration des impôts et les contribuables tout en ancrant un traitement préférentiel de l'administration envers les contribuables qui ont fait état d'un niveau avancé de transparence et de civisme fiscal, et ce en guise d'encouragement.

Dans le même cadre, M. Khalfi a précisé que la catégorisation des contribuables, inspirée des bonnes pratiques et des expériences internationales réussies, est fondé sur deux types d'agréments "A" et "B" au profit d'entreprises remplissant les conditions d'éligibilité exigées par l'administration à savoir la qualité du comportement fiscal de l'entreprise et ses relations avec l'administration.

Le Conseil de gouvernement adopte un projet de loi relatif aux dispositifs médicaux

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi à Rabat, le projet de loi n 84-12 relatif aux dispositifs médicaux.

Ce texte vise à fixer les conditions et les règles de présentation des dispositifs médicaux dans le marché et les bonnes pratiques que doivent observer les établissements de fabrication, d'importation, d'exportation et de distributions et les principes généraux relatifs aux exigences essentielles de qualité, de sécurité et d'efficacité de ces produits, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mostapha Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue de ce conseil.

Il a pour objectif aussi la détermination des dispositifs médicaux dispensés de l'obligation d'enregistrement et la mise en place d'un mécanisme de contrôle des établissements de fabrication, d'importation, d'exportation et de distribution, a-t-il ajouté.

Afin de renforcer les mécanismes de contrôle, a-t-il poursuivi, ce texte prévoit aussi l'enregistrement préalable de tout dispositif médical auprès de l'administration qui s'assure que ledit dispositif a fait l'objet au préalable d'une investigation clinique ou d'une évaluation de données cliniques, notant que le ministère de la Santé avait mis en place une procédure

d'enregistrement de ces produits à partir de cette année dans l'attente de l'élaboration d'une loi pour assurer la qualité et la sécurité de ces produits.

Le gouvernement a décidé d'élaborer ce projet de loi car les dispositifs médicaux font partie des services de santé et contribuent directement à la prévention et au diagnostic des maladies ainsi qu'à l'amélioration de la situation des patients.

Les arrestations opérées dernièrement lors de manifestations sont le résultat de "frictions"

Les arrestations opérées lors de certaines manifestations survenues dernièrement au Maroc "n'étaient pas une transgression au droit de manifester pacifiquement, mais le résultat de quelques frictions", a affirmé, jeudi à Rabat, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, M. Mustapha Khalfi.

Au cours d'une conférence de presse à l'issue du Conseil du gouvernement, M. Khalfi a déclaré avoir reçu du ministère de la Justice et des Libertés des données indiquant que ces arrestations sont "survenues suite à des frictions à propos desquelles il fallait ouvrir une enquête".

M. Khalfi a, toutefois, nié toute intention de transgresser les droits consacrés par la loi, dont le droit à manifester pacifiquement.

Le gouvernement dément avoir pris une décision au sujet de la suppression de la gratuité des études supérieures

Le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, a démenti de façon catégorique que le gouvernement ait pris une décision au sujet de la suppression de la gratuité des études supérieures.

M. Khalfi a expliqué, jeudi, lors d'un point de presse à l'issue du Conseil de gouvernement, que le sujet n'a pas été examiné lors du Conseil, faisant observer qu'il s'agit tout simplement d'une proposition qui n'a pas encore été soumise à l'examen du gouvernement.

Il a indiqué que les propos du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation des cadres, Lahcen Daoudi sont juste des propositions.

M. Daoudi avait déclaré à la MAP que l'idée de projet de la suppression de la gratuité des études supérieures qu'il a soulevé "à titre individuelle", qui concerne exclusivement les facultés de médecine et les instituts des ingénieurs, vise à "tirer la sonnette d'alarme", eu égard à la responsabilité du ministère, dans l'objectif d'accorder aux étudiants notamment les plus méritants la chance de poursuivre leurs études au Maroc.

Le Conseil du gouvernement a approuvé un projet de décret pour l'octroi du statut "contribuable catégorisé"

Le Conseil du gouvernement a approuvé, jeudi, le projet de décret n 2-12-132 fixant les conditions d'octroi du statut "contribuable catégorisé".

Lors d'une conférence de presse, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, a affirmé que ce projet, présenté par le ministre de l'Economie et des finances, M. Nizar Baraka, illustre les efforts du gouvernement visant à promouvoir un climat de partenariat et de confiance mutuelle entre l'administration des impôts et les contribuables tout en ancrant un traitement préférentiel de l'administration envers les contribuables qui ont fait état d'un niveau avancé de transparence et de civisme fiscal, et ce en guise d'encouragement.

Dans le même cadre, M. Khalfi a précisé que la catégorisation des contribuables, inspirée des bonnes pratiques et des expériences internationales réussies, est fondé sur deux types d'agréments "A" et "B" au profit d'entreprises remplissant les conditions d'éligibilité exigées par l'administration à savoir la qualité du comportement fiscal de l'entreprise et ses relations avec l'administration.